



Ce projet est financé par l'Union européenne

ENI SEIS II Sud

Edition 3 / Mai 2018

Mise en œuvre des principes et pratiques du système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS) dans la région PEV-Sud – mécanisme d'appui du Sud

Point de vue régional

Gouvernance du projet – 2^{ème} réunion du comité de pilotage du projet Mécanisme de support IEV SEIS II Sud / 8^{ème} réunion du Groupe Examen et Suivi (RM) d'Horizon 2020 à Barcelone

Conformément au modèle adopté en décembre 2016, la réunion a été une réunion conjointe du 2^{ème} Comité de pilotage du projet de Mécanisme de support ENI SEIS II Sud et de la 8^{ème} réunion du Groupe d'examen et de suivi Horizon 2020 (RM).



© AEE

La réunion a eu lieu à Barcelone, du 16 au 18 octobre 2017, et a rassemblé les représentants nationaux (les deux points focaux nationaux SEIS et un point focal MED POL ou leurs représentants) des huit pays de l'IEV Sud, les représentants du Monténégro et de la Turquie, ainsi que de la DG NEAR de la Commission européenne, du secrétariat de l'UpM, des organisations partenaires EMWIS, SWIM-H2020 SM, des États membres de l'UE (Malte) ainsi que du Plan d'action pour la Méditerranée du programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'agence pour l'environnement autrichienne (UBA Vienne), de l'ETC/ICM et de l'AEE.

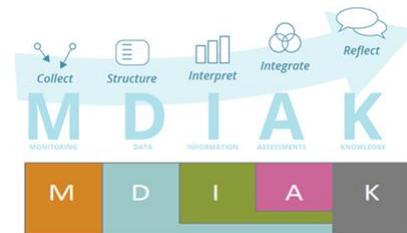
Le comité de pilotage IEV SEIS II Sud / Groupe d'examen et de suivi d'Horizon 2020 :

- a fait le point sur les progrès réalisés en 2017 avec la composante "examen et suivi" d'H2020 et la mise en œuvre de l'IEV SEIS II Sud et discuté des développements pertinents liés aux domaines prioritaires clés et à la (aux) structure(s) de gouvernance au niveau national ;
- a reconnu les progrès réalisés dans l'élaboration des plans de travail nationaux du SEIS et la mise en place d'équipes nationales du SEIS ;
- a discuté des étapes vers les prochaines évaluations H2020, en soulignant la nécessité de consolider davantage la liste révisée proposée d'indicateurs H2020, en soulignant les exigences nécessaires pour assurer des processus appropriés de partage des données à l'appui des divers efforts d'évaluation, et en reconnaissant le cadre d'évaluation pour la prochaine évaluation H2020 ;
- a approuvé le plan régional d'activités du projet IEV SEIS II Sud pour la période 2018-19 dans le cadre du programme de travail H2020 pour l'année 2018 ;
- a réitéré les liens étroits qui existent avec la mise en œuvre des PAN et de l'IMAP et la convergence avec d'autres projets et initiatives, en particulier pour optimiser les capacités régionales de la manière la plus efficace possible ;

- a reconnu la nécessité de mettre fortement l'accent sur la mise en œuvre pour obtenir des résultats tangibles, en particulier dans le contexte de la déclaration de l'Union pour la Méditerranée sur l'environnement et le changement climatique adoptée en mai 2014.

Poursuite du développement vers un renouvellement du jeu d'indicateurs H2020

Dans le cadre du suivi de l'initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre, un processus d'examen basé sur différents niveaux d'agrégation et d'analyse de l'information environnementale a été développé et utilisé pour produire le [1^{er} rapport H2020 sur la Méditerranée](#), publié en mai 2014. Dans le cadre du processus d'examen, l'ensemble initial d'indicateurs H2020 est actuellement en cours d'élaboration pour refléter le mandat renouvelé de la deuxième phase d'Horizon 2020 (2015-2020) qui réaffirme la pertinence de l'approche sectorielle (eaux usées, déchets solides et émissions industrielles), renforce sa dimension de prévention de la pollution et met l'accent sur des questions émergentes comme les déchets dangereux et les déchets marins.



© AEE

Dans le prolongement d'un premier [Atelier sur les indicateurs du projet IEV SEIS II Sud](#), qui s'est tenu les 17 et 18 mai 2017 à Copenhague, une série d'activités spécifiques ont été organisées pour développer l'ensemble renouvelé d'indicateurs H2020.

Une série de 3 webinaires thématiques a eu lieu en septembre 2017, rassemblant les points focaux nationaux IEV SEIS II Sud. Ces webinaires ([Emissions industrielles le 9 septembre](#) ; [déchets le 26 septembre](#) ; [eau le 27 septembre](#)) animés par des experts thématiques régionaux ont examiné en détail l'approche conceptuelle de l'ensemble renouvelé d'indicateurs méditerranéens proposé avec leurs spécifications correspondantes.

Sur la base de ces discussions thématiques et des contributions des pays sur la disponibilité des données (par le biais d'une [enquête sur les métadonnées](#) spécifique), et en tenant compte des autres processus d'indicateurs et des principaux résultats du premier [Rapport sur l'état de la qualité](#) mis en œuvre en Méditerranée, l'ensemble a été affiné et présenté lors du [2^{ème} Comité directeur IEV SEIS II Sud/Groupe d'examen et de suivi H2020 en octobre 2017](#).

Des notes conceptuelles détaillées ([eau](#), [déchets](#), [émissions industrielles](#)) et des spécifications méthodologiques (fiches techniques) ont été produites pour chacun des indicateurs proposés dans le domaine de l'eau ([accès à l'assainissement](#), [gestion des eaux usées municipales](#), [qualité des eaux côtières et marines](#)) et les zones d'émissions industrielles sont actuellement testées dans les pays. Les spécifications de l'indicateur sur les déchets sont encore en cours d'élaboration. Ce développement thématique est coordonné au niveau national par les PFN avec l'appui d'experts thématiques nationaux.

[En savoir plus](#)

Évaluer la disponibilité des données pour le processus d'examen fondé sur les indicateurs H2020.

Dans le cadre de la gestion des données et des activités d'infrastructure (module de travail 4) du Mécanisme de soutien IEV SEIS II Sud, l'AEE, en étroite coopération avec l'INFO-CAR du Plan d'action pour la Méditerranée d'ONU Environnement, a finalisé une enquête en ligne pour faire progresser le développement de l'infrastructure.



L'enquête en ligne « [Outil d'autoévaluation de la gestion des données IEV SEIS II](#) » établie sur la plate-forme InfoMAP s'est clôturée le 10 novembre. 87 % des pays du projet IEV SEIS II Sud y répondit et d'autres pays méditerranéens comme le Monténégro et la Turquie y ont également contribué.

Cette enquête est la première étape vers l'élaboration d'un catalogue de métadonnées pour la région méditerranéenne et fournit des informations générales sur les métadonnées (sources, couverture spatiale et temporelle, format, politique en matière de données, niveau d'interopérabilité, etc.) liées aux thèmes de l'initiative H2020 ("déchets, eau et émissions industrielles").

Les réponses ont été traitées et les résultats donnent des indications claires sur l'état d'avancement du système d'information national (disponibilité des jeux de données, interopérabilité, accessibilité, etc.). Les résultats seront bientôt publiés sur la page web des pays.

20^{ème} réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone

La 20^{ème} réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone et ses protocoles (COP 20) a été convoquée par l'Unité de coordination du ONU Environnement Plan d'action pour la Méditerranée et organisée par le gouvernement albanais du 17 au 20 décembre 2017, à Tirana, Albanie.



© EEA

Les Parties contractantes ont examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de travail pour l'exercice biennal 2016-2017 et adopté des décisions de politique générale sur les activités visant à renforcer la protection de l'environnement et le développement durable en Méditerranée. Pour consulter le rapport de la réunion, veuillez cliquer [ici](#).

Le 19 décembre, lors de la Session ministérielle, les représentants des Parties contractantes ont discuté de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable en mettant l'accent sur l'Objectif de développement durable 14: "Pollution et biodiversité" et ont adopté la [Déclaration ministérielle de Tirana](#). Lors de la session de haut niveau, le « [Prix Istanbul pour les villes respectueuses de l'environnement](#) » a été décerné à la ville d'Izmir (Turquie).

[En savoir plus](#)

Une semaine de discussions sur Horizon 2020

La 9^{ème} réunion du Groupe de pilotage de l'Initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre a eu lieu le 29 janvier 2018 à la Mer Morte, Jordanie, parallèlement à la 1^{ère} réunion du Groupe de travail UpM sur l'environnement (30 janvier 2018) et la 2^{ème} réunion du Comité de pilotage du Mécanisme de soutien SWIM-H2020 financé par l'UE.



© EEA

Il a réuni les points focaux nationaux H2020, des représentants d'autres pays, des ONG et d'autres parties prenantes d'Algérie, d'Autriche, de Bosnie-Herzégovine, d'Égypte, de Jordanie, du Liban, du Maroc, du Monténégro, de Palestine et de Tunisie, ainsi que l'UpM, la Commission européenne, l'Agence européenne pour l'environnement, le Plan d'action pour la Méditerranée d'ONU Environnement et d'autres organismes internationaux et régionaux.

L'objectif de cette réunion du Groupe de pilotage était d'une part, de partager les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan de travail Horizon 2020 depuis la précédente réunion (février 2016) et d'autre part : (i) de convenir de la meilleure façon de consolider les résultats et les réalisations en vue des deux années restantes du Plan de travail de l'Initiative et (ii) de prendre note du travail effectué sur l'agenda environnemental post-2020 sous les auspices du Groupe de travail de l'UpM sur l'Environnement (réunion spéciale du jour suivant).

Pour consulter les documents et présentations, veuillez cliquer [ici](#).

Séminaire conjoint de l'AEE et de ONU Environnement Plan d'action pour la Méditerranée sur les évaluations régionales

L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) d'ONU Environnement ont organisé un séminaire conjoint sur les évaluations régionales à Copenhague, du 26 au 28 février 2018. Ce séminaire, organisé dans le cadre du Mécanisme de soutien IEV SEIS II Sud, a rassemblé des participants des deux organisations, dont Gaetano Leone, Coordinateur d'ONU Environnement/PAM et Hans Bruyninckx, Directeur exécutif de l'AEE.



© AEE

Le séminaire conjoint sur les évaluations régionales s'inscrivait dans les activités prévues pour 2018 dans le cadre du projet de Mécanisme de soutien IEV SEIS II Sud, contribuant ainsi à la base de connaissances communes et à l'alignement des évaluations régionales à venir pour la prochaine période.

Le séminaire de trois jours a rassemblé 15 cadres supérieurs et membres du personnel de l'Unité de coordination d'ONU Environnement / PAM et de ses composantes chargées de l'évaluation, ainsi que les cadres supérieurs et le personnel de l'AEE impliqués dans les activités méditerranéennes, ainsi que dans le processus d'établissement de rapports et d'évaluation. L'événement a été une excellente occasion d'échanger des

informations, de partager des plans sur les évaluations à venir et d'identifier des synergies et des perspectives de coopération future.

ONU-Environnement / PAM et l'AEE sont des partenaires bien établis dans la région méditerranéenne, qui soutiennent le partage des informations environnementales à travers la région au niveau national et l'élargissement de la base de connaissances, tout en contribuant aux processus internationaux importants comme la politique européenne de voisinage, la gouvernance des océans, la coopération pour les mers régionales et les ODD.

Les participants ont échangé des informations sur les évaluations régionales prévues, parmi lesquelles : le Rapport sur l'état de l'environnement et du développement (SOED 2019), le Med 2050, la 2^{ème} évaluation régionale Horizon 2020 (2019), le Rapport sur l'environnement en Europe - État et perspectives 2020 de l'AEE (SOER 2020) et le prochain Rapport sur l'état de la qualité de la Méditerranée d'ONU Environnement/PAM (2023).

La possibilité d'assurer des synergies entre les prochaines évaluations de manière intégrée et efficace a été reconnue à différents niveaux :

- Répondre aux questions et engagements politiques clés ;
- Assurer les liens dans les principaux messages de l'évaluation environnementale produite ;
- Activer les partenaires et les réseaux correspondants pour assurer une couverture complète de la région méditerranéenne ;
- Saisir les messages clés pour différents forums (résumés pour les décideurs considérés comme essentiels) en impliquant les principales parties prenantes dans le processus de préparation ;
- Échanger les bonnes pratiques et les études de cas au niveau régional et national ;
- Partager les sources d'information de manière pratique ;
- Renforcer les complémentarités entre les évaluations régionales en mettant en évidence les principales composantes du cadre DPSIR.

Les participants au séminaire ont unanimement convenu de la nécessité d'une coordination étroite au cours de la période à venir afin d'éviter les doubles emplois pour eux-mêmes et les pays et d'assurer des complémentarités appropriées dans la production des évaluations prévues. Le principal résultat du séminaire sur les évaluations régionales a été l'accord sur une feuille de route commune avant la fin mars, conformément aux plans de mise en œuvre existants et avec la contribution de tous les partenaires concernés, afin de renforcer les résultats se soutenant mutuellement et d'offrir de multiples avantages aux principales parties prenantes et aux décideurs politiques.

Perspective des pays

Maroc - Signature d'un accord bilatéral avec le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable pour soutenir la mise en œuvre du plan de travail national SEIS.

Dans le cadre du mécanisme de soutien IEV SEIS II Sud et de l'accord de contribution signé entre [ONU Environnement/PAM](#) et l'Agence européenne pour l'environnement, un accord de financement à petite échelle (AFPE) a été signé entre ONU-Environnement et le [Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable du Maroc](#) en novembre 2017.



© Spyridoula Kressou,
Environment & Me EEA

Cet accord d'un an vise à renforcer les capacités nationales et à contribuer à la cohérence et aux objectifs régionaux en répondant à des besoins nationaux spécifiques.

Dans le cadre de ce financement, le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable bénéficiera d'un soutien pour :

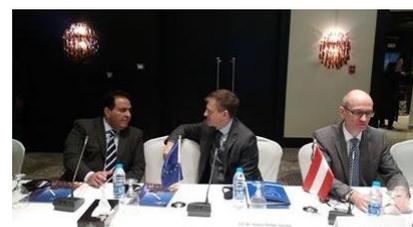
- élaborer davantage et mettre à jour les indicateurs du PAN/H2020 et les peupler au niveau national ;
- recueillir, gérer et traiter des données de qualité garantie pour la production d'indicateurs ;
- améliorer l'infrastructure du système national d'information pour soutenir les flux de données et les rapports au système d'information régional d'ONU-Environnement/PAM.
- assurer les capacités nationales en matière d'élaboration d'indicateurs environnementaux et d'évaluation de l'état de l'environnement ;
- évaluer régulièrement les progrès réalisés dans la mise en œuvre du SEIS au niveau national

Ces activités nationales spécifiques contribuent également à la Stratégie à moyen terme des Nations Unies pour l'environnement/PAM 2016-2021 ([Décision IG.22/1 – COP 19](#)), au Programme de travail 2016-2017 ([Décision IG.22/20 – COP 19](#)), ainsi qu'au [Plan de travail conjoint AEE – ONU Environnement/PAM 2016-2021](#).

Des accords bilatéraux similaires sont en cours d'élaboration avec les autres pays de l'IEV. A ce jour, les détails des accords AFPE ont été négociés avec l'Egypte, Israël, la Palestine et la Jordanie et sont en cours de finalisation pour signature. L'appui à la Tunisie et à la Libye sera fourni par le biais d'autres modalités et les détails de l'appui au Liban sont en cours de discussion.

La Jordanie progresse sur la voie d'un système national de partage d'informations sur l'environnement

Le 19 mars, un projet financé par l'UE a été lancé pour répondre à la stratégie nationale jordanienne sur la gestion des déchets solides. Au cours des deux prochaines années, le projet de 3,8 millions d'euros mis en œuvre par l'Agence autrichienne de l'environnement (Umweltbundesamt) aidera les autorités jordaniennes à mettre au point un système national d'information sur le suivi des déchets solides municipaux. Le projet marque une étape clé dans la coopération entre la Jordanie, l'UE et l'Autriche.



© AEE

En collaboration avec le [Ministère de l'Environnement](#) et le [Ministère des Affaires municipales](#) de Jordanie, une équipe d'experts sous la direction de l'[Agence autrichienne de l'environnement](#) analysera le cadre juridique et les processus d'enregistrement, d'élimination et de récupération des déchets municipaux. En étroite coopération avec des acteurs nationaux, l'équipe du projet développera et mettra en œuvre un outil de gestion électronique des données sur les déchets qui simplifiera la déclaration et les notifications aux autorités réglementaires, facilitera la surveillance des décharges et sera accessible au public. Dans le cadre de séminaires et de formations (par exemple, sur la mesure des lixiviats dans les décharges), le savoir-faire des autorités régionales et locales et d'autres institutions impliquées dans la gestion des déchets sera amélioré.

Le projet financé par l'UE vise à renforcer les capacités du ministère de l'Environnement et du département des statistiques à mettre en place un système national d'informations de suivi pour les déchets solides municipaux, pour que le ministère de l'Environnement puisse remplir efficacement son rôle de suivi. Ce projet s'inscrit dans le droit fil de l'engagement pris par l'UE d'aider la Jordanie à relever ses défis économiques et environnementaux. L'ambassadeur de l'UE a déclaré que « l'UE soutient les institutions jordaniennes dans l'amélioration de la prestation de services aux citoyens jordaniens et aux réfugiés syriens. La gestion des déchets est un secteur critique que nous sommes fiers de soutenir avec un investissement global de 120 millions d'euros ».

Parallèlement, le ministre jordanien de l'environnement Yaseen Al-Khayyat a déclaré que son ministère travaille à l'élaboration d'une nouvelle loi-cadre pour traiter la question des déchets solides et liquides et leur gestion dans un seul cadre, ouvrant ainsi la voie à davantage d'investissements dans ce secteur. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site du ministère jordanien de l'Environnement [ici](#).

Pour en savoir plus :

A la délégation de l'UE en Jordanie :

Mme Reem Al Jazi, attachée de presse

Téléphone : +962 6 4607000

Courriel : Reem.AL-JAZI@eeas.europa.eu

A l'Agence autrichienne de l'environnement :

Petra Kestler, Bureau de presse de l'Agence autrichienne de l'environnement

Téléphone : +43/1343045432,

Courriel : petra.kestler@umweltbundesamt.at

Amélioration des connaissances sur l'état de l'environnement au niveau national

Les rapports sur l'état de l'environnement sont des rapports clés présentant des informations essentielles et/ou une évaluation intégrée de l'état de l'environnement, des pressions, des forces motrices et des réponses sociétales. Les pays de l'IEV Sud produisent régulièrement des rapports nationaux sur l'état de l'environnement, basés sur un vaste exercice de collecte de données et d'informations. Ces rapports fournissent une agrégation et un résumé de données, d'informations et de statistiques appropriées d'un point de vue national. Les rapports nationaux sur l'état de l'environnement jouent donc un rôle clé dans la mise à disposition d'informations à d'autres fins.



© Elena Georgiou, My City EEA

L'[Égypte](#) et [Israël](#) viennent de publier un nouveau rapport sur l'état de l'environnement. Ces rapports sont de bons exemples d'efforts nationaux coordonnés de diverses parties prenantes et de la capacité d'améliorer la disponibilité et le partage des informations de manière structurée.

Lien vers les actualités égyptiennes : Publication du rapport sur l'état de l'environnement pour l'Égypte 2016.

L'[Agence égyptienne des affaires environnementales](#) (EEAA) publie le rapport sur l'état de l'environnement pour l'Égypte 2016.

Ce rapport élaboré en coopération avec le [Centre pour l'environnement et le développement pour la région arabe et l'Europe](#) (CEDARE) est le résultat de réunions de consultation avec diverses parties prenantes et ministères, ainsi que de programmes de renforcement des capacités sur l'évaluation environnementale intégrée et l'élaboration d'indicateurs. Le rapport utilisant le [cadre DPSIR](#) s'inspire de rapports internationaux et régionaux récemment publiés, y compris du rapport [L'Environnement en Europe : état et perspectives 2015](#). La dernière réunion de consultation a eu lieu au cours de la première semaine de juillet et a porté sur l'examen des différents chapitres. Le rapport utilise les données et les indicateurs qui sont utilisés pour l'initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre et qui ont été développés dans le cadre du mécanisme de soutien IEV SEIS II Sud.

Le rapport en arabe et le résumé en arabe peuvent être consultés [ici](#)

La version anglaise est en cours de préparation.

Lien vers IL news - Le Ministère de la Protection de l'Environnement (MPE) a publié le 12 février 2018 son dernier rapport sur « L'état de l'environnement en Israël : données, indicateurs et tendances ».

Le Ministère de la Protection de l'Environnement (MEP) a publié le 12 février 2018 son dernier rapport sur « L'état de l'environnement en Israël : données, indicateurs et tendances ». Le rapport donne un aperçu général, complet et sans précédent des changements environnementaux survenus en Israël au cours de la dernière décennie. Il examine les tendances et met en relief les sujets de préoccupation ou les aspects importants, comme l'exploitation des ressources naturelles et la transition vers l'exploitation des ressources marines, les changements climatiques, les déchets et la consommation, les risques liés au recours aux technologies pour l'exploitation des ressources, etc. Le rapport a été préparé par le bureau de Dr Sinaia Netanyahu, scientifique en chef Ministère de la Protection de l'Environnement.

Pour plus d'informations, veuillez cliquer [ici](#).

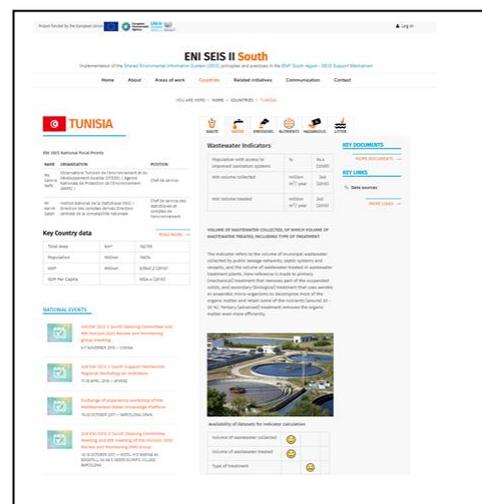
Remaniement des pages pays

Un important remaniement du site Web est en cours. Les pages Web des pays ont été conçues par domaines thématiques (eau, déchets, émissions industrielles, déchets marins, déchets dangereux) pour présenter des faits et des chiffres.

Chaque page pays présentera les chiffres disponibles - actuellement ceux du 1er rapport Horizon 2020 sur la Méditerranée ([Rapport technique n° 6/2014](#)), les contacts, les actualités et événements relatifs au pays, les résultats de l'[enquête en ligne « Outil d'autoévaluation ENI SEIS II pour la gestion des données »](#) par domaines thématiques, liens utiles et documents clés.

L'objectif est de remplir toutes les pages des pays avec des informations actualisées

De nouveaux développements seront bientôt disponibles !



Événements à venir

Voici un récapitulatif des ateliers et réunions, qui présentent un intérêt pour la mise en œuvre du projet:

- Deuxième atelier sur les indicateurs du projet ENI SEIS II Sud, 17-18 avril 2018, Athènes.
- Visite de pays IEV SEIS II Sud en Jordanie, 14-15 mai 2018, Amman, Jordanie.
- Atelier ENI SEIS II Sud sur la gestion des infrastructures et des données, 12-13 juillet 2018, Italie.
- Forum euro-méditerranéen des statisticiens, 20-21 juin, Rome.
- ONU Environnement Plan d'action pour la Méditerranée - Réunion régionale d'échange de bonnes pratiques sur la mise en œuvre au niveau national de l'IMAP, 10-12 juillet 2018, Italie



© Ghiță Bizău

Veillez utiliser le lien "[Transférer à un ami](#)" plutôt que d'envoyer directement un mail ; ceci nous permettra d'améliorer nos outils et vous fournira un service de meilleure qualité

Avis de non-responsabilité : La présente publication préparée avec le financement de la Commission européenne. Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions officielles de la Commission européenne ou d'autres institutions de l'Union européenne. Ni l'Agence européenne pour l'environnement, ni une personne ou société agissant au nom de l'agence n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans ce rapport.